

## Editorial

## Un coup politique habile et risqué

Justin Favrod

Politique vaudoise



La rocade annoncée hier confirme l'habileté du président rose Pierre-Yves Maillard. Elle a surpris au premier abord. A l'Intérieur, la Verte Béatrice Métraux recevra la police ainsi que la Sécurité civile et militaire. En échange, la libérale-radical Jacqueline de Quattro prend à sa collègue le Service du territoire. On s'attendait à voir la sécurité en main de la libérale-radical et le territoire chez la Verte.

Cette rocade répare une singularité dans la répartition des dicastères vaudois. En 2012, la nouvelle majorité de gauche du Conseil d'Etat avait comme priorité de conserver la collégialité. Chaque demande a été honorée pour ménager les susceptibilités. Ayant atteint son objectif, ce procédé n'a pas suscité de critiques. A l'usage, les bizarreries béent. Que fait la protection du patrimoine aux Finances? Même question pour les ressources humaines et les crèches aux Infrastructures. La réforme d'hier supprime l'étrangeté la plus criante, la plus ancienne et la plus gênante: le divorce des prisons et de la police.

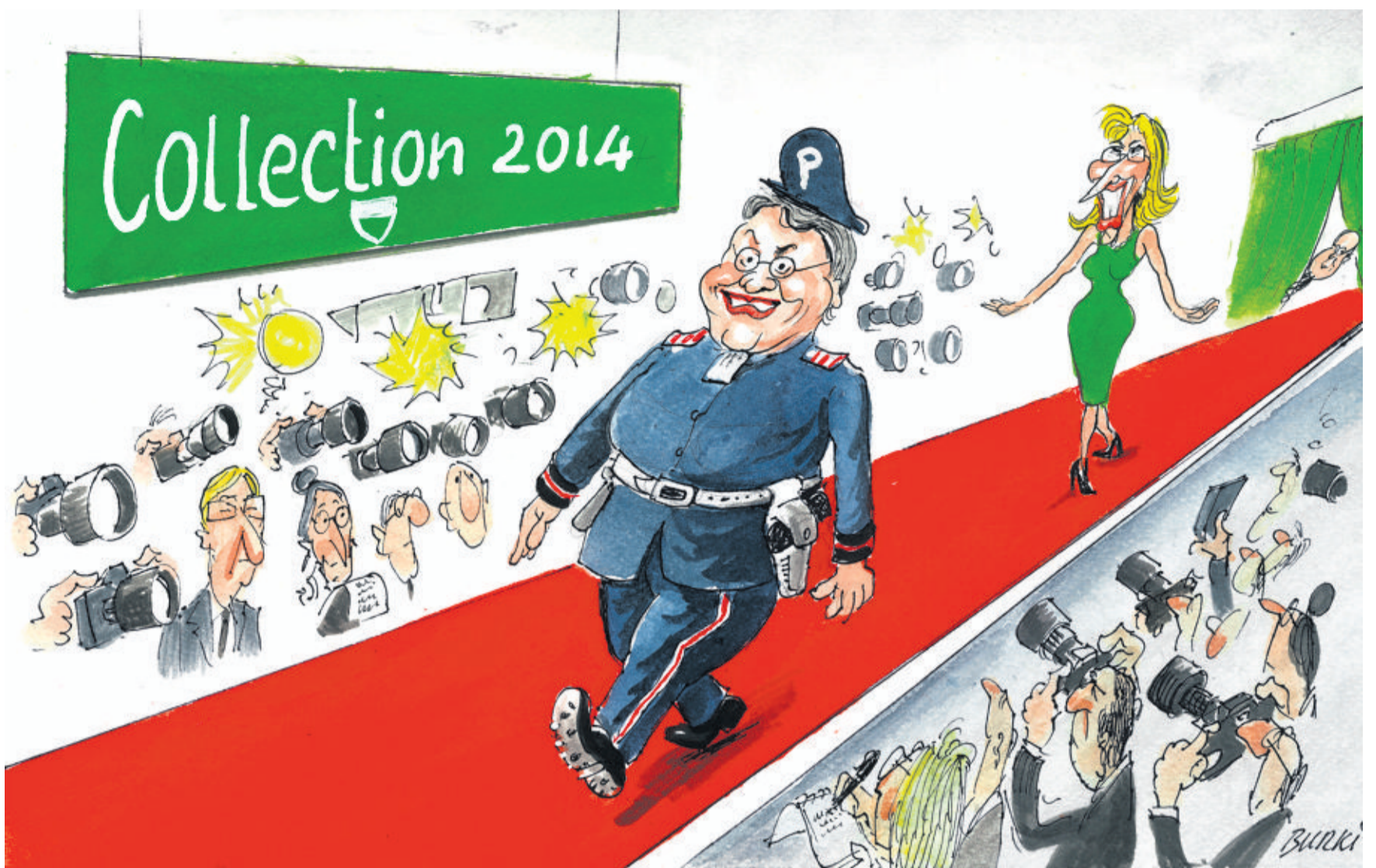
Répondant aux demandes, le Conseil d'Etat regroupe la chaîne pénale sous le toit de Béatrice Métraux. Mais pas chez Jacqueline de Quattro. C'est là le coup de maître.

## «La gauche expose dangereusement sa magistrature»

Pierre-Yves Maillard règle d'un seul coup deux difficultés. La ministre Verte ne progressait pas dans l'aménagement du territoire tant la droite lui glissait de peaux de banane sous les pieds. Jacqueline de Quattro pourra compter sur la collaboration de sa famille politique. La droite, qui demande depuis des années un renforcement de la sécurité, sera bien en peine de s'opposer là-dessus à Béatrice Métraux.

Le plan a toutefois une faiblesse. En bonne logique, il aurait fallu soulager davantage Béatrice Métraux qui apparaît encore comme novice à l'exécutif et fragilisée par les attaques politiques. Par exemple en cédant à Jacqueline de Quattro le Logement et les Communes. En se refusant à un tel sacrifice, la gauche expose dangereusement sa magistrature. **Page 3**

## Burki Remaniement au Conseil d'Etat vaudois



## Réflexions

## Le placebo turc du docteur Erdogan

## L'invité

Ihsan Kurt\*  
Conseiller communal socialiste, Prilly

La montagne accouche d'une souris: tel est le sentiment commun de l'opposition en Turquie face aux mesures baptisées «paquet démocratique» et présentées le 30 septembre par le premier ministre islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan. Attendues depuis le printemps afin de nourrir le processus de paix engagé avec la minorité kurde et de répondre aux manifestations populaires, les réformes annoncées sont décevantes.

Dans son discours de 45 minutes diffusé en direct sur plusieurs chaînes, le premier ministre a utilisé une rhétorique populiste. Posté devant quatre immenses drapeaux turcs, il a cité à plusieurs reprises l'hymne national ainsi que des paroles de Mustafa Kemal, le père fondateur de la Turquie moderne, pour tranquilliser la majorité. A l'inverse, il n'a pas prononcé une seule fois les mots «Kurdes», «Alévis», minorités qui revendiquent la reconnaissance de leurs droits identitaires et confessionnels.

La déception est unanimement partagée par tous les segments de la société, à part l'électorat potentiel du Parti de la justice et du développement (AKP), dont l'élément féminin a quant à lui obtenu le droit de porter le voile islamique dans les administrations publiques. C'est une politique de clientélisme électoral que l'on voit ici à l'œuvre, tandis que le processus de réislamisation de ce pays laïc est déjà entamé depuis plus de dix ans.

En somme, le premier ministre a ignoré les problèmes réels de

la Turquie. Les combattants kurdes ont déclaré un cessez-le-feu le 21 mars dernier pour donner une chance au gouvernement d'entreprendre des réformes constitutionnelles: reconnaissance de l'identité nationale, de la langue kurde, libération de 10 000 prisonniers politiques et abaissement du seuil électoral de 10%. La désillusion ne se limite pas aux Kurdes, mais se fait aussi sentir du côté des autres minorités séculaires - alévie, syriaque, gréco-phonie et rom - qui attendaient des réformes démocratiques en réponse à leurs revendications de longue date.

Au lieu d'établir un diagnostic afin de soigner les maux qui gangrènent le pays, Ankara utilise un placebo dans le but de calmer ceux qui ont exprimé leur ras-le-bol lors des manifestations du parc Gezi, à Istanbul.

## «La désillusion ne se limite pas aux Kurdes, elle affecte aussi les autres minorités»

Or les problèmes de démocratisation s'accroissent depuis près d'un siècle, et la question kurde à elle seule a coûté la vie à plus de 45 000 personnes au cours des trente dernières années.

Faire des déclarations en vue des élections de mars 2014 et pour divertir les commissaires de l'UE avant la publication du «Rapport de progrès» sur l'adhésion de la Turquie, le 16 octobre, revient à donner de faux espoirs au peuple et à la communauté internationale. Pour résoudre une question politique, il faut d'abord reconnaître son existence.

\* Président de l'Association pour le Fonds kurde Ismet Chérif Vanly (AFKICV)

## La Suisse se porte bien. Voulons-nous que ça dure?

## L'invité

Fathi Derder\*  
Conseiller national PLR

La Suisse va bien. Extrêmement bien, même. Principal indicateur de notre prospérité: le plein-emploi. Une excellente qualité de vie, et une solide sécurité sociale. Au cœur d'une Europe en récession, où près de la moitié des jeunes du Sud sont sans travail. Donc sans espoir. Ce n'est pas le cas en Suisse. Pourquoi? Comment? Est-ce par hasard? Clairement, non.

On peut identifier quelques éléments clés du succès suisse: notre stabilité économique et politique (l'indispensable partenariat social); notre compétitivité (l'indispensable flexibilité du marché du travail); notre système de formation (l'indispensable adéquation au marché du travail); notre politique migratoire (l'indispensable ouverture, moteur de notre système économique). Et, plus globalement, notre culture de l'excellence, qui chapeaute l'ensemble.

Ces éléments sont des faits objectifs. Des valeurs, appliquées au quotidien par des milliers de citoyens entrepreneurs, ouvriers, chercheurs ou autres, permettent à notre pays d'être un des plus prospères, des plus riches et des plus justes du monde, avec les écarts salariaux les plus faibles d'Europe. C'est le fameux modèle suisse.

Malheureusement, ce modèle est en danger. Ses valeurs fondatrices sont attaquées de toutes parts. Les initiatives se succèdent contre notre stabilité économique, notre compétitivité. Des échéances très précises nous attendent: d'abord l'initiative «1:12 - Pour des salaires équitables», puis l'initiative «Contre l'immigration de

masse». Suivront celles pour un salaire minimum ou contre la surpopulation.

Dans chacun de ces cas, les initiants attaquent frontalement les éléments constitutifs de la force helvétique. La stabilité économique, la flexibilité du travail, l'attractivité de la place économique suisse: tout y passe. C'est une attaque coordonnée pour affaiblir le pays. Pourquoi? Je l'ignore. C'est incompréhensible, et irresponsable.

Nous devons combattre, une par une, ces attaques contre notre prospérité. La politique salariale d'une entreprise est une affaire privée. Et la création d'emplois doit être encouragée, pas pénalisée. Quant à notre politique migratoire, rappelons simplement que la Suisse a besoin de main-d'œuvre et de cerveaux étrangers. Sans eux, nous déclinons.

## «Les initiatives se succèdent contre notre stabilité économique, notre compétitivité»

En acceptant les initiatives «1:12» et «Contre l'immigration de masse», nous priverons l'Etat (et l'AVS) de milliards de francs. Pire: nous ferons le choix délibéré de pénaliser notre pays. De l'affaiblir. L'ensemble des initiatives est une attaque contre le modèle suisse. Et donc une attaque contre la Suisse.

Notre pays se porte bien. Si nous voulons que cela dure, nous devons combattre toutes les initiatives qui l'affaiblissent. Pour nous, et pour nos enfants. C'est notre responsabilité citoyenne, à mille lieues des calculs politiques.

\* Membre du comité de SuccèsSuisse